

Pourquoi la lutte contre le mariage d'enfants et les grossesses d'adolescentes est essentielle

pour l'atteinte du dividende démographique en Afrique occidentale et centrale



La région de l'Afrique occidentale et centrale¹ comptait 506,4 millions de personnes, ce qui représentait environ 43 % de la population africaine. Selon les tendances actuelles, on s'attend à ce que ce chiffre augmente et atteigne 756,2 millions de personnes d'ici 2030.² En outre, la population de l'Afrique occidentale et centrale est principalement jeune. Plus de 64 % des personnes sont âgées de moins de 24 ans. Ces jeunes constituent une ressource formidable pour la région, mais ils font face à des défis considérables en termes de santé, d'éducation, d'emploi et d'autonomisation.

Les femmes et les jeunes filles, en particulier en Afrique occidentale et centrale, sont exposées à un éventail de risques disproportionné, en particulier concernant leur santé sexuelle et reproductive. Les jeunes filles sont confrontées aux mariages d'enfants, aux mutilations génitales féminines et à l'éducation limitée, et se voient ainsi refuser l'égalité des chances.

Au début de l'année 2016, les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ont souligné leur engagement à faire passer les jeunes et les femmes au premier plan en s'accordant à « Exploiter le dividende démographique grâce à l'investissement dans la jeunesse » jusqu'en 2017 et au-delà³. L'UNFPA en Afrique occidentale et centrale reconnaît également l'importance cruciale d'investir en faveur des adolescents et des jeunes, en particulier des adolescentes. La clé pour garantir l'atteinte du dividende démographique est de permettre aux jeunes (et surtout aux adolescentes) de réaliser leur potentiel.

1. Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Cameroun, Centrafrique, Congo-Brazzaville, Cote d'Ivoire, Gabon, La Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée Equatoriale, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, Sao Tome e Principe, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.
2. United Nations World Population Prospects, accessible à l'adresse <https://esa.un.org/unpd/wpp/Download/Standard/Population/>. 24 juillet 2017
3. Décision de la Conférence de l'Union africaine (Assembly/AU/Dec.601 (XXVI)) de janvier 2016.



Le dividende démographique

Le dividende démographique est le potentiel de croissance économique qui peut résulter de changements dans la structure d'âge d'une population, principalement lorsque la part de la population en âge de travailler est supérieure à la part de la population inactive. Avec plus de personnes dans la population active et moins d'enfants à soutenir, un pays dispose d'une occasion de croissance économique rapide si les bons investissements sociaux et économiques sont réalisés et accompagnés des politiques adéquates dans les secteurs de la santé, l'éducation, la gouvernance et l'économie.

Des changements dans la structure de la population et le taux de dépendance sont nécessaires pour atteindre le dividende démographique.

Pour qu'ils se produisent, un pays doit d'abord connaître une transition démographique, ce qui signifie réduire les taux de fécondité et de mortalité. Cela génère une population en âge de travailler qui est plus importante que les générations dépendantes qui la précèdent et la suivent. Lors de l'augmentation de la proportion de la population en âge de travailler, on constate une baisse de ce qu'on appelle le « taux de dépendance ». Ce dernier est défini comme le rapport des personnes âgées (de 65 ans et plus) et des jeunes (de moins de 15 ans) à la

population en âge de travailler (de 15 à 64 ans). Le taux de dépendance est élevé dans la région (87,2 %) en raison du fardeau de la dépendance des jeunes suite à une longue période de fécondité élevée.

Le dividende démographique a également été décrit comme un bonus démographique ou une fenêtre d'opportunité démographique. Ici, opportunité est le mot clé : la croissance économique n'est pas garantie. Afin d'atteindre un dividende démographique durable, les gouvernements doivent réaliser des investissements stratégiques et donner la priorité au développement et à la mise en œuvre de politiques et de stratégies dans les domaines suivants :

- planification familiale ;
- services de santé sexuelle et reproductive afin de réduire la mortalité maternelle et infantile ;
- éducation, en particulier pour les jeunes filles ;
- politiques avisées contre le mariage d'enfants afin d'aider à réduire la grossesse chez les adolescentes et, par conséquent, à diminuer la fécondité ;
- éducation sexuelle complète des jeunes afin de leur fournir les informations et les compétences nécessaires pour faire des choix éclairés concernant leur santé sexuelle et reproductive.

Entre 1970 et 2000, la plupart des régions en développement (comme l'Asie de l'Est et du Sud-Est et l'Amérique latine, où la transition démographique a été rapide) ont bénéficié de ce « dividende démographique ». Cette transition n'a toujours pas eu lieu en Afrique occidentale et centrale, principalement parce que le taux de natalité reste très élevé. Cette région a le taux de natalité le plus élevé au monde, avec plus de cinq enfants par femme en moyenne. Des études ont montré qu'aucun pays ne s'est développé socio économiquement sans une baisse parallèle des taux de natalité. En Afrique occidentale et centrale, la deuxième phase de la transition démographique qui se caractérise par une baisse de la fécondité en est encore à ses balbutiements et reste très lente.

L'importance du dividende démographique en Afrique occidentale et centrale

Le dividende démographique est important pour l'Afrique occidentale et centrale étant donné sa forte croissance démographique. La région affiche les taux de croissance démographique les plus élevés dans le monde, la majorité des pays ayant des taux de croissance annuels supérieurs à 2 %, ce qui implique un « temps de doublement » de la population de 20 à 30 ans. **La population des jeunes était de 6 millions en 2010 et devrait atteindre 10 millions d'ici 2030.** Cette cohorte de jeunes peut devenir un avantage si le nombre de personnes à charge par travailleur est réduit par une baisse de la fécondité. Avec un « taux de dépendance » inférieur, les membres de la population active pourront diminuer

les dépenses destinées à leurs enfants (leurs dépenses principales) et consacrer une part plus importante de leurs revenus à des économies et à des investissements productifs. Cela contribuera à la stimulation de la croissance économique.

Mariage d'enfants et fécondité des adolescents

Les pays ayant les taux de fécondité les plus élevés sont également ceux dont les taux de mariage d'enfants sont les plus élevés au monde. Dans beaucoup de ces contextes, le mariage d'enfants⁴ est un facteur déterminant des grossesses et des accouchements d'adolescentes et contribue aux taux élevés de fécondité. Le mariage d'enfants est répandu en Afrique occidentale et centrale, où 41 % des jeunes femmes étaient mariées avant leur 18e anniversaire et 14 % étaient mariées avant 15 ans. Parmi les 10 pays avec les taux de mariage les plus élevés au monde, six se situent dans la région : Burkina Faso, Tchad, République centrafricaine, Guinée, Mali et Niger⁵. Le Niger a la plus forte prévalence globale de mariage d'enfants dans le monde avec un taux de 76 %.

Le mariage précoce entraîne des accouchements précoces. Parmi les régions en développement, l'Afrique occidentale et centrale comporte le plus fort pourcentage (28 %) de femmes âgées de 20 à 24 ans ayant signalé une naissance avant 18 ans.⁶

4. Défini comme le mariage coutumier, religieux ou légal de toute personne âgée de moins de 18 ans.
5. Bases de données mondiales de l'UNICEF, 2017, selon des enquêtes démographiques et sanitaires et des enquêtes en grappe à indicateurs multiples entre 2005 et 2015.
6. La mère-enfant : Face aux défis de la grossesse chez l'adolescente. UNFPA État de la population mondiale 2013.

Connaître de nombreuses grossesses à un âge précoce est dangereux tant pour la mère que pour l'enfant, car les corps des jeunes mères ne sont généralement pas assez matures pour porter un bébé. En outre, le mariage d'enfants a des effets négatifs sur l'éducation et les possibilités de vie des jeunes filles, car ces mariages mettent souvent un terme à leur éducation.

L'impact du mariage d'enfants sur le dividende démographique

Les projections du mariage d'enfants de cette région sont encore alarmantes. Elles indiquent que, en raison de la croissance de la population, les conséquences du mariage d'enfants sont susceptibles d'affecter un nombre encore plus important de jeunes filles en Afrique occidentale et centrale dans les années à venir. Si le taux de réduction de mariages d'enfants venait à doubler, la prévalence passerait alors de 41 % (taux actuel) à 31 % d'ici 2030. Toutefois, ces progrès ne suffiraient pas à compenser la croissance démographique et le nombre d'enfants mariées continuerait d'augmenter. Si la baisse continue au rythme actuel, il y aura environ 11,7 millions d'enfants mariées d'ici 2030. Toutefois, si la baisse ne se poursuit pas, le nombre d'enfants mariées continuera d'augmenter considérablement et atteindra environ 13,5 millions d'ici 2030.⁷

La plus importante augmentation du nombre de grossesses chez les adolescentes de moins de 18 ans est susceptible de se produire en Afrique subsaharienne.⁸ Les projections indiquent qu'il y aura 3 millions de naissances supplémentaires chez

les adolescentes d'ici 2030. Cette augmentation rapide prévue est principalement due à des taux élevés de fécondité combinés à une forte proportion de la population qui rentre dans la période de procréation. Plus précisément, en Afrique occidentale et centrale, le nombre de grossesses chez les adolescentes de moins de 18 ans pourrait augmenter de 52 %, passant de 2,7 millions en 2015 à 4,1 millions d'ici 2030.⁹

Une étude récente examinant l'impact économique du mariage d'enfants a déterminé qu'en tenant compte du taux de mariage d'enfants dans le pays et des caractéristiques des jeunes filles qui se marient tôt, la fin du mariage d'enfants entraînerait une réduction de la fertilité totale de 11 %. Cela suggère que la fin du mariage d'enfants accélérerait considérablement la transition à des taux de fécondité plus bas dans de nombreux pays. Par conséquent, la fin du mariage d'enfants et des accouchements précoces pourrait réduire la croissance de la population. En moyenne, dans 15 pays, dont 6 dans la région de l'Afrique occidentale et centrale, la taille de la population serait de 2,45 % de moins d'ici 2030 si l'on mettait fin aujourd'hui à tous les mariages d'enfants et les accouchements précoces.¹⁰

7. Bases de données mondiales de l'UNICEF, 2017, selon des enquêtes démographiques et sanitaires et des enquêtes en grappe à indicateurs multiples entre 2005 et 2015.
8. Adolescent Pregnancy: A Review of the Evidence. UNFPA. 2013.
9. UNFPA. Facing the Facts. Adolescent girls and contraception. 2016.
10. Quentin Wodon ; Chata Male ; Ada Nayihouba ; Adenike Onagoruwa ; Aboudrahyme Savadogo ; Ali Yedan ; Jeff Edmeades ; Aslihan Kes ; Neetu John ; Lydia Murithi ; Mara Steinhuis et Suzanne Petroni. 2017. « Economic Impacts of Child Marriage: Global Synthesis Report », Washington (DC) : la Banque mondiale et le Centre international de recherche sur les femmes.



11,7 millions

Si la baisse continue au rythme actuel, il y aura environ 11,7 millions d'enfants mariées d'ici 2030 en Afrique occidentale et centrale*

* Projection estimates based on current data and trends: Ces projections sont les estimations fondées sur les données et les tendances actuelles



52%

En Afrique occidentale et centrale, le nombre de grossesses chez les adolescentes de moins de 18 ans pourrait augmenter de 52 %, passant de 2,7 millions en 2015 à 4,1 millions d'ici 2030*

* Projection estimates based on current data and trends: Ces projections sont les estimations fondées sur les données et les tendances actuelles

Recommandations pour lutter contre le mariage d'enfants

Le mariage d'enfants chamboule l'avenir des jeunes filles et signifie qu'elles n'ont aucun contrôle sur leur fécondité. Les taux de fécondité élevés chez les adolescentes et les besoins non satisfaits de planification familiale connexes (parmi les causes de la fécondité élevée) pourraient retarder ou compromettre l'exploitation du dividende démographique. L'étude de la Banque mondiale et du CIRF portant sur les répercussions économiques du mariage d'enfants a également révélé que d'ici 2030, la fin du mariage d'enfants entraînerait une baisse de la croissance de la population et générerait plus de 500 milliards de dollars de recettes annuelles au niveau mondial. Cela permettrait également d'épargner les budgets de santé et d'éducation des pays.¹¹ L'ampleur de la menace que constitue le mariage d'enfants pour le développement mondial est soulignée par le fait que son élimination est l'une des cibles spécifiques pour atteindre le cinquième des Objectifs de développement durable des Nations Unies Buts : l'égalité entre les sexes et l'autonomisation de toutes les femmes et jeunes filles.

11. Suzanne Petroni et Quentin Wodon. Accessible à l'adresse <http://www.costsofchildmarriage.org/rippling-economic-impacts-child-marriage>. 25 juillet 2017.

12. UNFPA. <https://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/MarryingTooYoung.pdf>

13. Guttmacher Institute. Accessible à l'adresse <https://www.guttmacher.org/sites/default/files/factsheet/aiu-adolescents-africa.pdf>

Les recommandations principales pour lutter contre le mariage d'enfants en tant que stratégie critique pour atteindre le dividende démographique comprennent :

Création d'un environnement juridique et politique propice

La mise en place d'une législation contre le mariage d'enfants et l'adoption de politiques connexes judicieuses sont les éléments essentiels d'une approche globale axée sur les droits de l'homme.

Amélioration de l'accès des jeunes filles à une éducation scolaire de qualité

L'éducation reste un moyen puissant de lutter contre le mariage d'enfants. L'éducation des jeunes filles, en particulier l'enseignement secondaire, est fortement associée au recul de l'âge du mariage. Les résultats d'études ont suggéré que les jeunes filles ayant suivi des études secondaires sont six fois moins susceptibles de se marier avant l'âge adulte que celles ayant reçu peu ou aucune éducation.¹²

Autonomiser les jeunes filles en développant leurs compétences et en améliorant leurs environnements sociaux

L'adoption d'une approche d'autonomisation peut conduire à des résultats positifs pour les jeunes filles et leurs familles en aidant ces jeunes filles à devenir des agents de changement et à envisager de nouveaux rôles dans leurs communautés.

Les programmes réussis sont ceux qui permettent d'autonomiser les jeunes filles en

situation de risque de mariage d'enfants, à travers, par exemple, la formation aux compétences nécessaires à la vie courante, la mise à disposition d'espaces sûrs pour permettre aux jeunes filles de discuter de leur avenir, la fourniture de services de santé et d'éducation, ainsi que le développement de réseaux de soutien. De telles interventions peuvent munir les jeunes filles de connaissances et de compétences dans des domaines pertinents pour leur vie, y compris leur santé sexuelle et reproductive et leurs droits en vertu de la loi. Il est également important de mettre en place des programmes d'autonomisation pour les filles déjà en situation de mariage d'enfants.

Développer l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, y compris aux contraceptifs, pour des jeunes

À travers l'Afrique, les obstacles qui limitent l'accès des jeunes aux informations et aux services de santé sexuelle et reproductive persistent, en particulier pour les jeunes filles. S'attaquer aux besoins non satisfaits de contraception chez les adolescents en Afrique subsaharienne seulement réduirait les grossesses non désirées et les avortements de 70 %, et entraînerait des réductions significatives de la mortalité maternelle et des morbidités.¹⁴ Ainsi, l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive, y compris aux contraceptifs modernes, pourrait sauver la vie de nombreuses femmes et adolescentes.

La lutte contre le mariage d'enfants dans la région permettra non seulement de changer la vie de millions de jeunes filles, mais elle constituera une opportunité essentielle pour exploiter le dividende démographique de l'Afrique.

« Le continent ne peut pas atteindre ses objectifs ambitieux dans le cadre de l'Agenda 2063 alors qu'il empêche un segment dynamique de sa société, que les femmes représentent, de réaliser son plein potentiel. L'investissement dans les femmes et les jeunes filles et leur intégration au marché du travail, parallèlement au recul du mariage et de l'accouchement et au développement de l'accès à l'éducation pour les jeunes filles, de la planification familiale et des droits en matière de santé sexuelle et reproductive, ont été considérés comme les moteurs des succès économiques des dragons asiatiques. »

AU Agenda 2063 Framework Document :
The Africa We Want

